

RAPPORT SOMMAIRE

ETABLISSEMENT DES IMMIGRANTS ET DES REFUGIES AU CANADA: TENDANCES EN MATIERE DE FINANCEMENT FEDERAL

Ce document résume les informations fournies dans le *rapport Immigrant and Refugee Settlement in Canada: Trends in Federal Funding*, rédigé par Dre Jennifer Braun et Dre Dominique Clément, en partenariat avec Edmonton Mennonite Centre for Newcomers (EMCN) et l'Alberta Association of Immigrant Agencies de service (AAISA)

Les taux d'admission au Canada ont atteint un sommet historique en 2016 (296 370) avec l'afflux de réfugiés syriens (figure 1). Historiquement, les plus grands nombres de nouveaux arrivants se sont souvent installés en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Cependant, la situation est en train de changer. En 2017, 34 % des immigrants de la catégorie économique se sont installés en dehors de ces trois provinces et en dehors de ses plus grandes villes (Toronto, Québec et Vancouver), contre seulement 10 % en 1997.

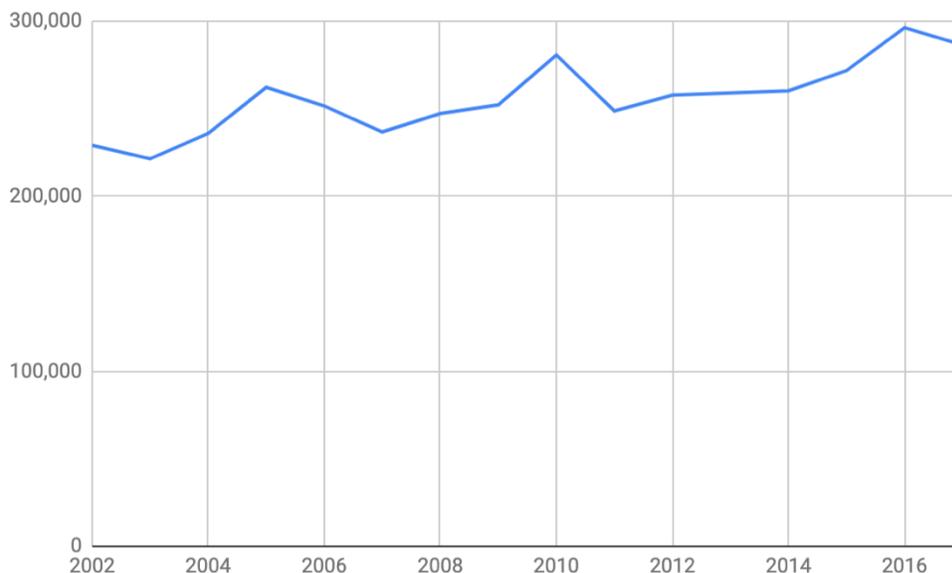


Figure 1.

Les taux d'établissement dans les provinces de l'Atlantique ont augmenté le plus rapidement, suivies par les Prairies, en particulier en Alberta. Les chiffres de l'Alberta ont tellement augmenté qu'entre 2013 et 2017, ils ont dépassé les taux d'atterrissage de la Colombie-Britannique (figure 2). Cette tendance ne s'est pas poursuivie en 2018-2019. Toutefois, bien que le nombre d'immigrants admis se stabilise et diminue légèrement, le secteur de l'établissement de l'Alberta a connu une croissance importante au cours des quinze dernières années grâce à des ressources (relativement) limitées. Par exemple, en moyenne, l'Alberta continue d'accepter près du double du nombre de réfugiés et d'immigrants de la catégorie humanitaire par rapport à la Colombie-Britannique (figures 3 et 4). Par rapport aux immigrants de la catégorie économique et familiale, les réfugiés ont généralement besoin de plus de services et d'aide dans leur processus d'établissement et d'intégration en raison de la complexité de leurs besoins.

Ontario, British Columbia and Alberta

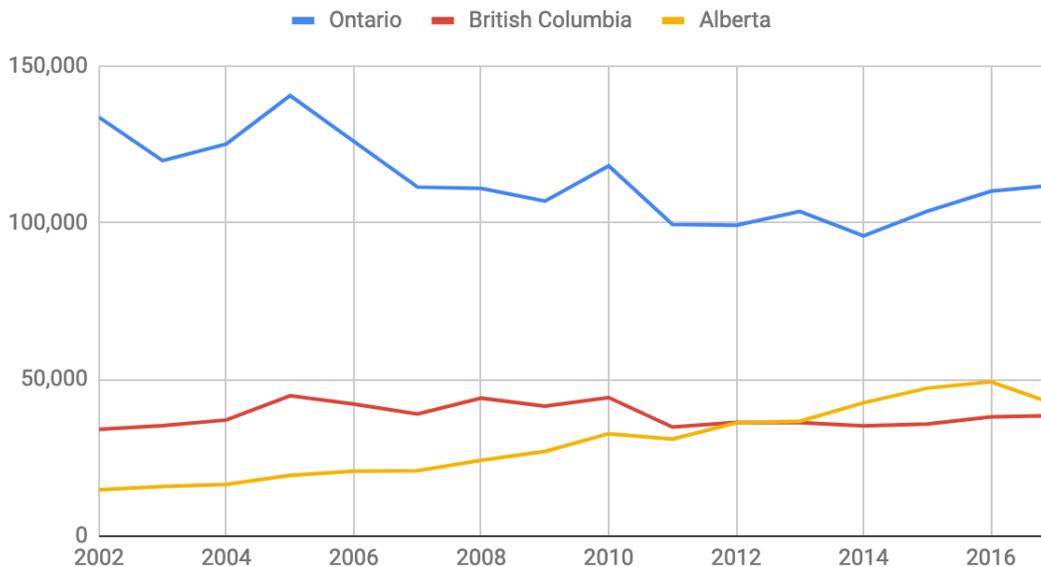


Figure 2.

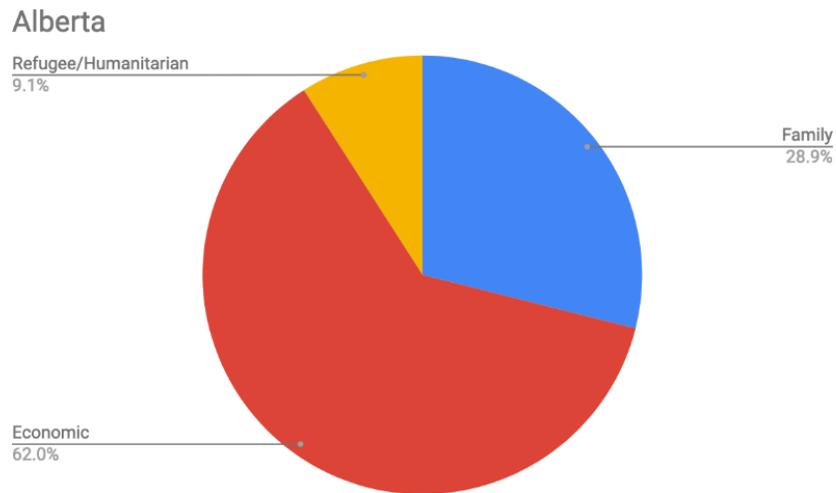


Figure 3.

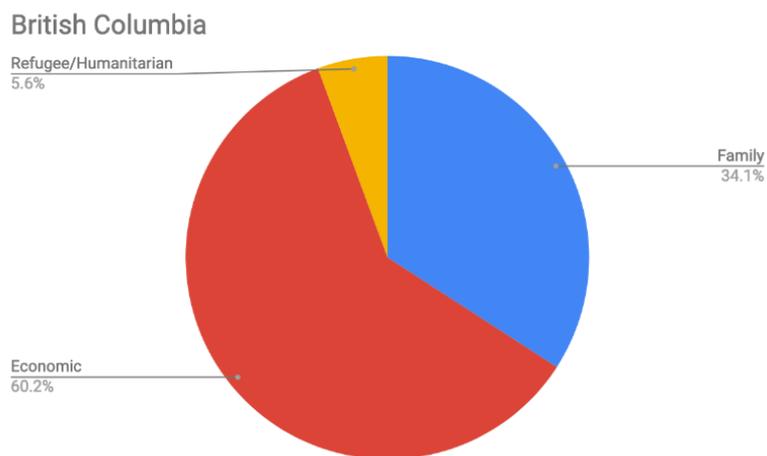
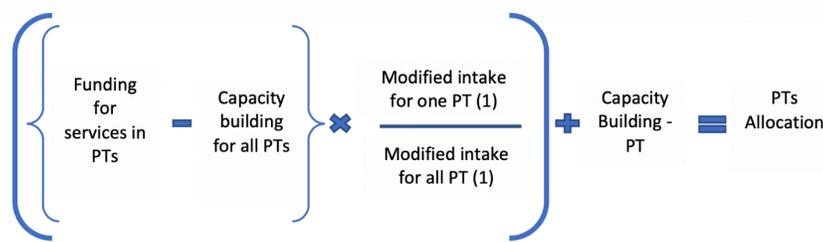


Figure 4.

Le financement des provinces et des territoires est alloué selon la formule nationale de financement de l'établissement. Cette formule détermine le niveau de financement pour chaque province en fonction de la proportion de nouveaux arrivants qui s'installent dans chaque province et territoire, avec un poids supplémentaire pour les réfugiés (figure 5). En 2018, près de 62 % du budget de l'IRCC (3,95 milliards de dollars) a été alloué sous forme de subventions et de contributions ou d'accords avec des fournisseurs de services dans tout le Canada. Cependant, il est difficile de déterminer comment cette somme est répartie entre les différentes provinces et territoires, en raison de la complexité des accords et des modalités de financement.

Figure 9: National Settlement Funding Formula¹⁴



- (1) Modified intake = average of (Global intake * 1.5 x Refugee Intake) for 3 calendar years
 (2) PT = Provinces and Territories

Figure 5.

Entre 2000 et 2005, le financement de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta est resté relativement stable. Cependant, entre 2005 et 2010, le financement pour l'Ontario a augmenté d'environ 400 %, tandis que les taux d'admission ont diminué de 16 %. Cette augmentation est liée à l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration (ACOI) qui a été conclu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial en 2005.

Dans l'Ouest canadien, les taux de financement ont été constamment plus élevés en Colombie-Britannique, jusqu'en 2015 où les taux de financement étaient presque les mêmes pour les deux provinces, même si les taux d'admission en Alberta étaient encore plus élevés (figure 6). En outre, les taux de financement par habitant ont augmenté entre 2000 et 2016, mais le financement fédéral par habitant en Alberta était l'un des plus faibles du pays jusqu'en 2017¹ (figure 7).

¹Il n'est pas clair si le financement par habitant tient compte des différences de coût de la vie par province, et il n'est pas clair non plus si la formule de financement en tient compte.

Ontario, British Columbia and Alberta

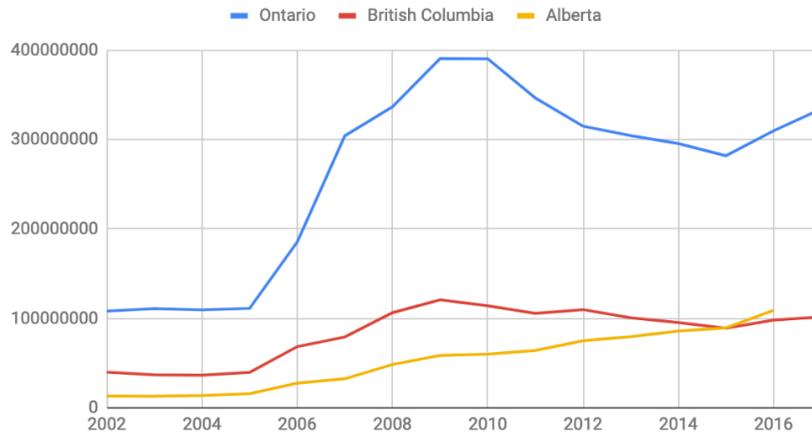


Figure 6.

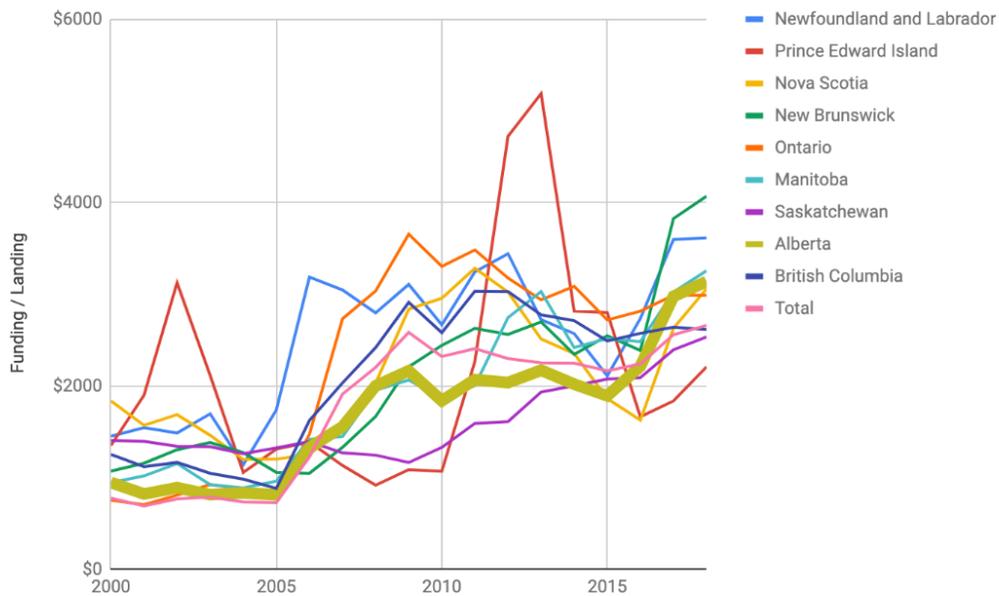


Figure 7.

Au cours des deux dernières décennies, le total des transferts de l'IRCC est passé de 6 millions de dollars (1997) à 1,6 milliard de dollars (2017).². Dans l'ensemble, les partenariats entre le gouvernement fédéral et les organismes d'aide aux nouveaux arrivants ont continué à se

² À l'exclusion du Québec



développer, ce qui a eu pour effet de stimuler et d'accroître considérablement le secteur. Les organismes de l'Ontario reçoivent la plus grande part du financement fédéral, suivis par ceux de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. En 2010, ce sont presque entièrement les fournisseurs de services de l'Ontario qui figurent parmi les organismes les mieux financés. Cependant, cela semble changer car maintenant, les fournisseurs de services de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan reçoivent une plus grande part du financement.